



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-clef>

La clef

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 785 - janvier 1981 -

Date de mise en ligne : mardi 14 octobre 2008

Date de parution : janvier 1981

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

DEPUIS longtemps, les lecteurs de notre journal sont familiarisés avec les nœuds fastes et percussions de notre système économique sur notre vie quotidienne. Mais nous avons peut-être eu le tort de trop insister sur les conséquences des pollutions sous toutes leurs formes : alimentation, bruit et nuisances de toutes natures, qui pourraient facilement être évitées dans une économie des Besoins où l'élimination du souci du profit à tout prix permettrait de prendre toutes les mesures utiles (et aussi possibles que connues) pour concilier les besoins de la production avec les intérêts vitaux des individus.

Malheureusement les mafaits de la société mercantile vont encore beaucoup plus loin. Il est en effet loisible à des interlocuteurs partiels de prétendre que les atteintes à notre environnement sont l'inévitable contre-partie de la production de masse, dont nous bénéficions par ailleurs, et qu'après tout, mieux vaut par exemple une alimentation industrielle de mauvaise qualité qu'une famine soi-disant inévitable avec des méthodes agricoles traditionnelles.

Des petites escroqueries...

Or la meilleure preuve qu'une telle argumentation est totalement fallacieuse, c'est que ce même culte du profit incite les producteurs non seulement à limiter au strict minimum les mesures de sécurité ou de lutte contre la pollution, mais aussi à saboter délibérément la qualité des produits offerts, de manière à rendre inévitable leur renouvellement.

Des exemples ? Il en existe à la pelle et depuis bien des décennies nous avons donné dans ces colonnes les petits scandales des ampoules électriques ou des lames de rasoir. Et chacun de vous, j'en suis convaincu, a eu mille occasions de pester contre les prises électriques moulées non réparables, contre la disparition des pièces détachées concernant la plupart de nos appareils électro-ménagers ou radiophoniques, dont les modèles se succèdent à une cadence accélérée à seules fins de rendre inévitables les mises à la poubelle.

Le numéro 154 de septembre 1980 de « Que choisir », la publication mensuelle de l'Union fédérale des consommateurs, nous révèle (après bien d'autre) deux nouveaux exemples de ces pratiques aussi honteuses que courantes.

Le premier concerne la durée d'utilisation des crayons à bille qui a été systématiquement réduite de moitié : en 1976 en effet, un crayon à bille couvrait 2 750 mètres d'écriture ; en 1980 il s'arrête à 1 490 mètres.

Le second, beaucoup plus grave concerne la composition des encres utilisées pour les crayons feutres et les marqueurs. Après analyse il est apparu que ces encres comportent de hautes doses de produits toxiques comme le méthylglycol, l'éthylino-glycol et le xylène. Les enfants, qui utilisent ces marqueurs par prédilection, sont donc exposés à ce que leurs yeux, leurs voies respiratoires, leur peau et leurs muqueuses souffrent gravement d'un contact prolongé avec ces substances, classées comme nocives et irritantes par l'Institut national de la recherche et de la sécurité, et par le Conseil de l'Europe. Et tout ceci en dépit des mentions « NON TOXIQUE » apposées ici et là avec un cynisme déconcertant...

...aux crimes odieux

Ainsi mises le dos au mur, les bonnes âmes dévouées à la défense des économies de marché vous retourneront peut-être avec un sourire sarmant que tout ceci ne va finalement pas très loin et qu'il est bien normal de consentir quelques sacrifices pour la sauvegarde du plein emploi (sic...). Hélas, si la société mercantile multiplie ainsi les petites escroqueries, cela ne l'empêche nullement d'accumuler également les atteintes directes à la vie des hommes. Rappelez-vous ce que nous

avons d'ailleurs écrit au sujet des marchés noirs ou des suppressions de gardiennage de passages
 À niveau : lorsqu'une étude de rentabilité révèle que le montant financier des risques de pertes de vies
 humaines est moins élevé que celui des mesures à prendre pour les éviter, ces risques sont
 d'ailleurs acceptés... Un nouvel et accablant exemple de ces agissements absolument
 criminels vient de nous être fourni par le tragique tremblement de terre d'El Asnam d'octobre 1980 et ses
 dizaines de milliers de victimes. Ce n'est pas « La Grande Révolte », mais « le Figaro », qui dénonce
 l'absurdité de la rationalisation de la cité sur les lieux maudits du sinistre de 1954, et surtout le
 rejet volontaire des techniques pourtant bien au point de construction des immeubles dans les zones
 menacées par des secousses sismiques. Pourquoi ce rejet ? Parce que, nous dit « le Figaro »,
 l'utilisation de ces techniques était onéreuse, et tout est fait contraire aux intérêts des promoteurs
 qui ont préféré construire encore plus haut !! Et tout ceci en dépit des avertissements les plus
 catégoriques de nos experts en temps utile par les meilleurs sismologues de notre époque. Dans ce même
 « Figaro », nous lisons aussi que les Etats-Unis ont mis au point des appareils capables de mesurer la
 tension des sols et de prévoir ainsi les tremblements de terre avec une précision très satisfaisante.
 Malheureusement, ajoute ingénument ce journal, ces appareils coûtent si cher que leur utilisation
 généralisée n'est même pas envisageable...

Construire plutôt que détruire

Comment l'opinion publique d'un pays qui se veut économe et démocratique peut-elle accepter sans
 broncher de tels défaits au plus élémentaire bon sens ? Et comment ceux de nos compatriotes qui
 en prennent conscience n'auraient-ils pas parfois, surtout s'ils sont jeunes, la tentation de tout casser ? Mais
 pour reconstruire quoi ?

Il est bien certain que pour l'observateur impartial non encore abruti par le gavage orthodoxe, l'impression
 dominante est d'être enfermé dans une véritable prison sur les murs de laquelle viennent se briser
 les tentatives les plus louables dans leurs intentions. Entre la prétendue inflation et le trop réel chômage,
 les soi-disant solutions apparaissent si contradictoires entre elles que nos dirigeants donnent
 l'impression de vouloir résoudre la quadrature du cercle. Et lorsqu'au moment précis où le 8e Plan
 prévoit officiellement plus de 2 millions de chômeurs dans les prochaines années, un Alfred SAUVY
 consacre un livre entier à nous expliquer que le progrès technique, l'informatique, et la
 bureaucratie, vont créer plus d'emplois qu'ils n'en supprimeront, il y a évidemment de quoi se dire que
 dans un tel monde de fous il n'y a plus rien à perdre.

Pourtant, mettre le feu à une prison n'a de justification que s'il est impossible d'en ouvrir tout simplement les
 portes avec une clef. Or voici presque un demi-siècle qu'une clef nous a été tendue par Jacques
 DUBOIN pour nous évader du système infernal au sein duquel nous demeurons enfermés par ignorance
 ou par sottise. Franchissons la première enceinte en dissociant au moyen du Revenu social le pouvoir
 d'achat du nombre d'heures de travail fournies. Puis le plus vite possible ouvrons la seconde et dernière
 porte en redonnant à l'Argent, par la forme monétaire, le caractère qu'il n'aurait jamais dû perdre, à
 savoir celui d'une simple unité de mesure de valeur, et de répartition, des biens de consommation.
 Et nous voici dehors, face à toutes nos difficultés, à tous nos problèmes, et Dieu sait qu'ils n'auront
 pas été pour autant effacés d'un coup de baguette magique. Mais nous voici libres enfin d'assumer
 notre destin et de lutter pour bâtir un avenir qui ne soit plus un désespérant abandon !

Aurons-nous assez de lucidité et de courage pour saisir cette clef et nous en servir avant de sombrer dans
 l'effarant cataclysme dont tous les signes avant-coureurs barrent aujourd'hui notre horizon ? C'est en
 tout cas le moment, pour tous nos amis, de ne pas manquer les occasions offertes par l'Assemblée
 présidentielle ; car les Jeanne d'Arc (1) qui vont prétendre sauver la France ne nous proposeront
 pas l'Economie des Besoins si elle ne leur est pas vigoureusement réclamée. Et cela n'est pas l'affaire
 des autres, mais celle de chacun de nous.

(1) Cet article a été rédigé avant le dépôt

de la candidature de Mme Marie- France GARRAUD.